

NEWSLETTER Juin 2025

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport

Jurisprudence en Droit des Assurances

- La responsabilité du gérant d'une entreprise de BTP est engagée en raison de son manquement à souscrire une assurance décennale. **(CA Poitiers, 1re ch., 20 mai 2025, n° 23/01549)**
- La Cour de Cassation dans son arrêt du **14 mai 2025 (Com.n°23-17.948) contient le devoir d'information précontractuelle** prévu à l'article 1112-1 du code civil selon lequel le devoir d'information précontractuelle ne porte que sur les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties, et dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre partie.
- La Cour de Cassation confirme sa jurisprudence antérieure sur la subrogation conventionnelle : Ayant souverainement estimé que la concomitance entre les paiements et la quittance subrogative n'était pas établie, la cour d'appel en a exactement déduit que les conditions de mise en oeuvre de la subrogation conventionnelle n'étaient pas réunies. **(Cass.Civ. 2e, 7 mai 2025, n°23-18.893) (voir aussi Cass.Civ. 3e, 29 juin 2022, n°21-17.919)**
- Le courtier d'assurance qui exerce la seule activité de courtage en assurance ne peut être tenu envers le souscripteur des garanties du contrat d'assurance **(CA de Rennes, 30 avril 2025 RG 24/04593).**
- L'assureur est tenu de rappeler dans le contrat d'assurance, sous peine d'inopposabilité à l'assuré du délai de prescription biennale, les termes de l'article **L. 114-1** du code des assurances et les causes d'interruption de la prescription biennale prévues à l'article **L. 114-2** du même code, la seule référence à ces deux articles étant insuffisante à satisfaire à son obligation d'information. **(Cass. Civ.3 30 avril 2025 n°23-22.880 Inédit)**
- La faute lourde assimilable au dol ne peut résulter du seul manquement à une obligation contractuelle mais se déduire de la gravité du comportement du débiteur. **(Cass. Civ.3 10 avril 2025 n°23-14.099 Inédit)**
- L'absence de préjudice démontré implique que l'assureur n'était pas tenu à une dette, la Cour ordonne la restitution de l'indemnité réglée avec intérêts par le demandeur. **(Cass. Civ.2 13 mars 2025 n°23-13.219 Inédit)**
- Les frais exposés par la société Transports N. au titre de la sauvegarde des marchandises, des tracasseries administratives et de gestion du personnel à la suite des dysfonctionnements et avaries rencontrées constituant des dommages résultant du fonctionnement défectueux d'un équipement livré par la société F. la cour d'appel en a exactement déduit qu'ils n'entraient pas dans le champ de l'exclusion relative aux "*frais engagés pour réparer, parachever ou refaire le travail pour le remplacer par tout ou partie du produit*" **(Cass. 3eme Civ. 6 mars 2025 n° 23-15921).**

Nouveau ! Compliance et Transport

- **SANCTIONS UE contre la Russie :**

- 📌 **14 mars** – Nouveaux droits de douane sur les produits agricoles et les engrais en provenance de Russie et de Biélorussie



- 📌 **20 Mai** – sanctions renforcées contre 3 entités publiques russes impliquées dans le développement d'armes chimiques, ainsi que contre de nouvelles personnes physiques et morales responsables d'actions de destabilisation à l'étranger

- 📌 **20 Mai – 17 eme Paquet de sanctions** contre 17 individus et 58 entités y inclus Surgutneftegas ainsi que des compagnies maritimes en charge du transport du pétrole russe vers la Turquie, HKong et les Emirats ; interdiction d'accès portuaires et de services maritimes pour 189 navires et tankers non russes faisant parties de la " shadow fleet" au profit de la Russie (⚠ un navire peut en cacher en autre par le biais de sisterships); ⚠ sanction contre l'assureur russe VSK ; restrictions à l'export de biens à double usage pour 31 entités dont certaines sont localisées en dehors de la Russie ; restrictions à l'export de biens militaires ou technologiques russes y inclus des produits chimiques et pièces détachées.


- **Marine et environnement :** l'Organisation Maritime Internationale a approuvé le projet de réglementation mondiale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur maritime avec un objectif de zéro émission en 2050. Il s'agit du premier cadre juridiquement contraignant en la matière qui repose sur deux piliers : une norme mondiale sur les carburants marins et un mécanisme de tarification des émissions. Ces nouvelles normes seront intégrées dans la convention Marpol et entreront en vigueur en 2027.


Compliance et assurance


- **ENQUETE INTERNE :** Une employée est licenciée pour faute grave (harcèlement moral) sur la base d'une enquête interne (7 courriels) dont les modalités sont contestées par cette employée. Une enquête interne n'est encadrée par aucun texte, n'est soumise qu'aux principes de liberté et de loyauté de la preuve, et n'a pas à respecter le principe du contradictoire qui ne s'applique qu'à la phase judiciaire. L'employeur est fondé dans sa décision. La procédure de licenciement n'est pas prescrite, le délai de prescription court à compter du résultat de l'enquête interne diligentée par la société aux fins de vérifier la réalité des accusations, **(CA Versailles, ch. soc. 4 6, 22 mai 2025, n° 23/00193).**
- **SANCTIONS à l'encontre de la Syrie :**

  23/05/2025 **US General Licence 25** : autorise les transactions avec les autorités gouvernementales syriennes, certains ressortissants SDN et les entités non désignées détenues à 50 % ou plus par ces parties. La Banque centrale de Syrie, la Syrian Arab Airlines, la Commercial Bank of Syria sont notamment concernées. Ces parties demeurent qualifiées SDN, mais les ressortissants américains sont autorisés à traiter avec elles tant que la GL 25 reste en vigueur. ⚠ Pas de dégel des avoirs. ⚠ Nombre d'individus et d'entités ou organisations qualifiées de terroristes sont encore sous sanctions. La désignation de la Syrie comme État soutenant le terrorisme n'est pas levée limitant la possibilité d'assouplir les contrôles à l'exportation.

 Dérogation en vertu du "Caesar Syria Civilian Protection Act" : pendant 180 jours les sanctions secondaires US ne seront pas utilisées contre des parties non américaines participant à des transactions couvertes par la GL 25.

 Les contrats de prêt et les clauses contractuelles restrictives peuvent contenir des dispositions interdisant les relations commerciales avec la Syrie. Il convient d'examiner les contrats afin d'éviter que le fait d'entamer des relations commerciales avec la Syrie n'entraîne une violation.

 20 mai 2025 : Le **Conseil de l'UE** a publié une déclaration confirmant sa décision de lever toutes les sanctions économiques restantes de l'UE à l'encontre de la Syrie. L'UE maintient les sanctions visant le régime Assad et celles destinées à préserver la sécurité du peuple syrien. L'embargo de l'UE sur les armes et les restrictions à l'exportation d'équipements et de technologies susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne resteront en vigueur. L'impact de la levée des sanctions de l'UE contre la Syrie ne devrait pas être aussi important pour les entreprises que celui de la levée des sanctions américaines.

 Le **Royaume-Uni** a partiellement suspendu ses sanctions à l'encontre de la Syrie dont le champ d'application était similaire à celui des sanctions de l'UE, en se concentrant sur l'assouplissement des sanctions dans des secteurs clés de l'économie (énergie, transports, banque, finance).